



## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° : 2025-06-40

Nombre de membres composant

le Conseil Municipal : 32

Membres en exercice : 32

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE 27 JUIN

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation : 20 juin 2025

Date d'affichage : 20 juin 2025

### VOTE :

Pour : 32

Contre : 0

Abstentions : 0

**Présents** : Présents : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN- Adjointes au Maire

Michel BARRIERE, Jocelyne PAIGNON, Nicolas REDON, Marc LAMBLIN, Michel ROUBY, Olivier BELLATON, Didier BELOT, Bernard CACACE, Patricia BIZOUERNE, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, David PEREIRA, Lydia TCHARLAIAN, Nicolas CUADRADO, Nathalie RIBEMONT, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT.

**Absents et représentés** : Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Steve EGOUNLETI (pouvoir à Montasser CHARNI), Noëlle SULPIS (pouvoir à Arlette ACOCA), Gilbert MINELLI (pouvoir à Chantal RATEAU), Patricia DJOSSOUVI (pouvoir Nicolas CUADRADO), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Marc LAMBLIN (pouvoir à Bernard CACACE), Nicolas RONDEPIERRE (pouvoir Nathalie RIBEMONT)

**SECRÉTAIRE DE SEANCE** : Thomas VAUTRIN

### Objet :

**FONDS INTERMINISTÉRIEL DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE (FIPD) : DEMANDE DE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2025.**

**RAPPORTEUR : Monsieur le Maire**

### NOTE DE SYNTHÈSE :

L'article 5 de la Loi relative à la prévention de la délinquance du 5 mars 2007 et la Circulaire du 4 mai 2018 du Secrétaire Général du Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation sont destinés à financer la réalisation d'actions de prévention de la délinquance.

La Ville du Raincy souhaite continuer et développer les aménagements permettant de sécuriser la Ville.

Pour cette année 2025, un plan de modernisation des caméras ainsi que l'ajout de matériel de vidéo protection à des emplacements déterminés ont été votés lors de l'adoption du budget primitif le 5 avril 2025.

Le plan de modernisation se poursuivra sur les années à venir pour un montant total de 1,5 million d'euros HT

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20250707-2025-06-40-DE  
Date de télétransmission : 07/07/2025  
Date de réception préfecture : 07/07/2025

S'agissant de programme de vidéo protection, les communes peuvent demander une subvention à hauteur de l'intégralité du programme et ce même si la réalisation s'effectue sur plusieurs années. Aussi, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à solliciter une subvention dans le cadre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance pour l'année 2025 et à suivre auprès du Préfet de la Seine-Saint-Denis.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**VU** le Budget communal,

**CONSIDERANT** l'avis de la commission de la Vie municipale en date du 18 juin 2025,

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE A L'UNANIMITE :**

**ARTICLE 1 : D'AUTORISER** Monsieur le Maire à solliciter une subvention au titre du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance pour l'année 2025 et à suivre.

**ARTICLE 2 : D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document produit à cet effet.

**ARTICLE 3 : DE DIRE** que les dépenses afférentes aux travaux à réaliser seront prélevées sur les crédits ouverts au Budget Communal et que la recette sera constatée à ce même Budget.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an  
suscits (au registre suivent les signatures),  
**POUR EXTRAIT CONFORME**

**Jean-Michel GENESTIER,**  
**Le Maire**

